

15 juin 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations franco-malgaches, l'aide au développement et la francophonie, Tananarive, le 15 juin 1990.

Monsieur le Président,

- Madame,

- Vous nous recevez ainsi que la délégation française qui nous accompagne de telle façon que nous nous sentons un devoir de reconnaissance, non seulement à votre égard mais à celui du peuple malgache car nous avons pu, en commun, réveiller bien des souvenirs mais aussi parler de l'avenir, des relations bilatérales, de la réalité internationale et tout ceci dans un climat, dans un langage et de la façon que peuvent employer ceux qui ont décidé de faire route ensemble, ce que vient de confirmer très largement le discours que vous venez de prononcer. De tout cela, nous vous remercions.

- Je n'étais pas fâché il y a quelques heures de relever, devant signer le livre d'or de la ville de Tamatave, ma signature déjà ancienne, en qualité de ministre de la France d'Outre mer, en 1951. Sans déplaisir parce que je pouvais mesurer le chemin parcouru qui fut très souvent difficile entre nous, mais en même temps je pourrais me réjouir et non pas regretter comme d'autres le font parfois, de ce que, venu en qualité de représentant d'une puissance tutélaire, coloniale, il m'était donné de revenir en tant qu'ami d'un Etat souverain. C'est bien l'un des sens majeurs que je donne à ma responsabilité politique depuis ce temps lointain jusqu'au jour où je parle.

Vous-même, vous connaissez bien la France. Tout jeune vous y êtes venu à l'issue de vos études secondaires à Tananarive, et primaires à Tamatave je crois. Devenu collégien, lycéen au Lycée Henri IV, vous y avez poursuivi vos études dans cet environnement français d'une époque très différente de celle d'aujourd'hui. Vous avez été élève de l'Ecole Navale dont vous êtes sorti, comme il convient, et comme vous dites "Officier de pont", voué sans aucun doute à une grande carrière qui aurait eu, sans doute, l'inconvénient pour vous de vous écarter de celle que vous remplissez aujourd'hui. Et puis l'esprit avide, ayant désiré faire également la préparation de Polytechnique et de l'Ecole Centrale, vous êtes entré à l'Ecole des Télécommunications, puis à l'Ecole de Guerre navale, bref vous avez pratiqué notre enseignement, vous avez ébauché des camaraderies et des amitiés que je regrette, d'une certaine façon, que l'état d'esprit de cette époque ait été si étroit, que l'on n'ait pu reconnaître autant qu'il eut fallu les valeurs que nous avons contribué à former.

Voilà donc beaucoup de points de rencontre. La responsabilité assumée à la tête d'un Etat fait que nous devons non pas soumettre aux obligations traditionnelles mais concilier les devoirs qui nous incombent et qui englobent tout un peuple avec l'ordre des relations personnelles.

- Nous y sommes parvenus. Nous avons eu à maintes reprises l'occasion de nous rencontrer, de converser sur les problèmes de votre pays et du mien, sur les grandes questions que pose l'équilibre du monde, en privé ou en public, lors de vos passages dans notre capitale ou au cours des diverses réunions bilatérales ou internationales auxquelles nous avons l'un et l'autre participé. Je me souviens de votre première visite : je n'étais pas élu à la Présidence de la République et vous aviez tenu à me recevoir afin de m'entretenir des problèmes de ce temps lorsque je remplissais mes fonctions politiques à la tête d'une de nos principales formations françaises. Et

compréhension des relations politiques et la mise en œuvre de nos principales orientations étrangères. Et puis cela a continué, chef d'Etat cette fois-ci confronté à des problèmes déterminants auxquels il nous faut répondre.

- Je crois pouvoir dire que sur de très nombreux points, nos positions étaient très proches et parfois identiques. Faut-il citer le désarmement, le processus de paix dans le monde, le développement ou des sujets plus particuliers mais qui nous tiennent à cœur comme la protection de l'environnement.

- Certes bien des raisons favorisaient entre nous cette convergence de points de vue. Certaines tiennent à l'histoire, à la personnalité de nos peuples, à l'évolution du monde. Mais je crois que même si l'histoire qui a réuni nos nations les a séparées sans jamais les réunir durablement, même si le destin nous a destinés de cruelles épreuves qu'aucun de nous ne prétend oublier, nous avons su cependant, chacun pour ce qui nous concerne les surmonter.

- Et si nous avons réussi à dépasser ce qui nous opposait, c'est que des affinités plus fortes nous unissaient, affinités qui se renforcent, qui affermissent nos relations. On peut dire, en ce jour, que nos rapports désormais apaisés, désormais clarifiés se développent comme il se doit sur un pied d'égalité, dans un climat de compréhension, de strict respect de la souveraineté, de l'indépendance des deux parties et que ce climat ne peut qu'être amélioré par la politique entreprise qui marque les progrès de la démocratie dont on sent bien qu'elle répond aux aspirations de tous les Malgaches.

Vous connaissez notre conception héritée directement de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, lente élaboration des peuples débouchant soudain sur une formidable révolution populaire qui a marqué non seulement l'histoire de la France mais aussi, à travers le monde, tant d'autres peuples. Nous avons coutume de résumer en peu de mots ce que signifie cette démocratie autour de quelques thèmes forts, eux-mêmes exprimés en quelques mots simples : liberté, égalité, fraternité, justice, souveraineté du peuple et la nécessité de tout temps, plus exigeante aujourd'hui qu'hier encore, de disposer d'institutions fondées sur des élections libres, c'est-à-dire sur le suffrage universel lui-même préparé à exercer ses choix par l'indépendance de la presse, par l'indépendance de la magistrature, par le multipartisme, par l'abolition de toute censure.

- On peut concevoir que dans un pays confronté, comme c'est le cas du vôtre, à des exigences économiques, à des réalités sociales et à des traditions qui ne permettent pas de reproduire l'exacte imitation entre les pays d'Europe occidentale et les pays de l'Océan Indien, tout cela ne se fait pas en un jour. Mais il n'en reste pas moins que les principes dictent la conduite à tenir et que c'est autour de ces éléments-là - dont je dois dire qu'un certain nombre ont été réunis sous votre autorité - qu'il s'agira de parfaire ce qui permettra à la démocratie malgache de se sentir à l'aise dans le concert des peuples. Difficile tâche si l'on songe au passé qui a plongé durant les siècles derniers votre pays dans un statut colonial inadapté à la promotion de ces idéaux et aux pratiques institutionnelles.

J'ai peut-être trop parlé de sous-développement au cours de ce voyage : c'est le quatrième pays que je visite en l'espace d'une semaine et j'ai tenu à dire la même chose ne m'adressant pas à mes auditeurs directs mais beaucoup plus aux pays dits riches dont la responsabilité est immense pour dire : "gardons-nous de jugements légers et prématurés". C'est bien facile de parler de ces choses quand on a déjà derrière soi près de deux siècles d'ère industrielle, que l'industrie en est à sa troisième révolution technologique, quand privilégiés de la nature, nous pouvons disposer de tous les biens de la terre, quand le travail de nos ancêtres nous a permis d'accéder à la fois à la liberté politique et à l'ouverture économique.

- C'est bien facile de vouloir reproduire nos modèles à l'identique par un coup de baguette magique à d'autres pays dont l'histoire fut infiniment plus contrastée et éloignés à des centaines et des milliers de kilomètres pour leur dicter une ligne de conduite. Je n'entends pas le faire. Je respecte trop votre peuple et ceux qui le conduisent pour m'immiscer dans vos affaires intérieures. Je dis seulement qu'il est des critères qui prévalent aujourd'hui dans le monde entier, malheureusement, mais dont on voit bien qu'ils l'emportent. Un grand vent s'est emparé du monde, et il soulève bien plus que des espérances, bien plus que des enthousiasmes : l'adhésion

profonde de ceux qui ont souffert de n'être ni libres, ni égaux, et qui savent que cela existe, qui savent surtout que cela est possible et davantage possible de jour en jour. Voyez de quelle façon nous avons assisté aux évolutions, aux révolutions, aux bouleversements de l'Europe centrale et orientale.

- Comment voulez-vous que cette grande leçon de l'histoire, qui paraissait à tant presque unimaginable avant un quart de siècle, un demi siècle ou davantage, et qui en l'espace de quelques semaines a transformé le visage du monde ne bouleverse pas les femmes et les hommes sur la terre : toutes et tous ont les mêmes droits, toutes et tous ont les mêmes moyens de l'intelligence et du coeur s'ils n'ont pas toutes et tous les mêmes moyens matériels mis à leur disposition pour acquérir la disponibilité nécessaire afin de réaliser ce qu'ils sont : "Deviens ce que tu es" : que cette sentence exprimée par le poète Walt Whitman reste la règle suprême auxquels doivent penser pour leur peuple ceux qui ont l'honneur difficile de les diriger.

- Et je dois dire que c'est avec une grande satisfaction que nous avons pu relever les actes accomplis dans cette voie, par vous-mêmes et par votre gouvernement. Je sais que tout cela est discuté, contesté. Je dois dire que du moment que c'est contesté, et qu'on le sait, c'est bien la preuve que ces efforts commencent à être récompensés. Vous avez le début de récompense normale qu'on peut attendre de tout développement de la démocratie. Et il faut sans doute que vous vous attendiez à de nouveaux progrès, si l'on peut appeler cela ainsi. Mais ce sont des progrès de fond qui ne sont pas contestables. Soyez rassurés, vous n'êtes pas le seul.\

Nous avons partagé des positions sur des problèmes actuels d'une grande importance. Je pense, dans votre voisinage, à la question de l'apartheid. Il n'est pas supportable que la race détermine l'échelle sociale, économique et politique : ceux qui seraient voués, par je ne sais quel décret de la nature à occuper le bas de l'échelle, et ceux qui auraient pour vocation naturellement - ce sont ceux qui en décident ordinairement - qui auraient pour vocation à occuper le haut. Ce brassage est indispensable, il faut que disparaissent les institutions qui non seulement l'autorisent mais qui l'ordonnent. La France estime que si des sanctions économiques sont toujours un acte regrettable parce que l'on ne sait trop exactement qui échappe à la souffrance et aux conséquences qu'elles impliquent, il n'empêche que ces sanctions, décidées notamment par la Communauté économique européenne, n'auront de raison d'être levées que par la coïncidence avec la levée de l'apartheid. Je ne nie pas les efforts courageux et les progrès réels réalisés là-bas dès lors qu'on a levé l'état d'urgence et libéré les prisonniers politiques. C'est donc aujourd'hui une probabilité que nous parvenions dans un délai aussi bref que possible à la fin des sanctions mais nous n'en sommes pas encore là.\

Je vous ai dit, monsieur le Président, dans nos conversations particulières, je l'ai répété dans mes interventions publiques : la France entend poursuivre sa politique à l'égard du tiers monde, c'est-à-dire à l'égard des pays en voie de développement. Je n'égrènerai pas la liste des initiatives prises par mon pays.

- Nous avons nous-mêmes nos faiblesses, nous connaissons nous-mêmes nos crises et nous avons nous-mêmes à l'intérieur de notre peuple des couches sociales qui vivent difficilement, je n'égrènerai pas la liste des initiatives prises par mon pays. Je donnerai simplement quelques points de repère. Mais, considérant les moyens dont nous disposons et les responsabilités qui sont nôtres, j'ai au nom de la France dès 1981 à Mexico et à Cancun, un peu plus tard sur toutes les tribunes qui m'ont été offertes dans les enceintes internationales, aux sommets des grands pays industrialisés qui se réunissent chaque année, de la tribune des Nations unies, lors de la Conférence des pays les moins avancés : toute occasion m'est apparue comme nécessaire pour dire que l'on ne peut pas continuer à développer les termes de l'échange sur les bases actuelles, inéquitables, injustes, oppressives et qui reflètent la perpétuation, sous des formes différentes, d'un état colonial. Cela n'est pas acceptable et pour éviter de reprendre à mon compte des citations que vous avez bien voulu m'emprunter, je dirai que notre devoir à nous, pays plus riche, répond à nos intérêts.

- Nous avons besoin de vous, milliards d'êtres humains qui cherchez encore les moyens de votre progrès économique mais qui le cherchez dans la peine. Nous avons besoin de vous : production,

échange, consommation, ce cycle ne peut être accompli que si chacun peut prendre part au développement général. Vous avez cité des chiffres, des références impressionnantes. La baisse des cours de vos matières premières correspondant à la hausse de tous les autres éléments. La spéculation, maîtresse de vos marchés sous couleur de marché libre, la fausse concurrence qui sert de sa fausseté pour proclamer sa liberté. Tout cela, la France le dénonce et elle s'applique à elle-même les principes qu'elle recommande.

- Sans que nos actes et nos décisions puissent bien entendu avoir la portée qu'aurait une décision internationale engageant l'ensemble des pays industriellement avancés. Je compte bien en saisir le prochain sommet de ce type qui se tiendra à Houston au Texas, dans quelques semaines. \ Alors, pour ce qui nous concerne, nous avons décidé d'abolir, d'effacer une large partie de nos créances auprès d'abord de trente-cinq pays puis de quelques autres, naturellement les plus pauvres. Et je pense que ce n'est pas suffisant. Je suis bien obligé d'avancer à la mesure de mes moyens. Quand je dis de mes moyens, des moyens de la France et ils ne sont pas illimités. Je dois tenir compte aussi de la démarche des grandes institutions internationales. Je dois travailler en commun et en confiance avec nos partenaires occidentaux ou avec les autres pays riches d'Extrême-Orient ou d'ailleurs. Mais nous entendons continuer à prêcher l'exemple non seulement par la voix, mais aussi par l'exemple. Et la décision que nous avons prise d'effacer une partie de nos créances publiques, nous entendons bien la poursuivre selon un itinéraire que j'exposerai au cours des prochaines semaines et qui pourrait servir de référence, du moins je l'espère, à la démarche générale des grands pays associés à la France dans leur conduite des affaires économiques du monde, définition qui me paraît déjà dérisoire car nul pays n'a reçu en mission de conduire les autres.

- Comment peut-on imaginer que l'on tirera de la misère des peuples endettés, les ressources qui permettront d'achever le schéma classique, créanciers, débiteurs, délais de paiement, tandis que la valse, autour de nous, continue, des monnaies, des spéculations et que les réalités économiques changent chaque jour. \

Mais je ne suis pas venu que pour cela. Le sens que j'ai voulu donner à ce voyage dans l'Océan Indien est aussi celui de la francophonie. Non pas que je veuille dire à Madagascar que le français doit autre chose que ce qu'il est, mais le français est aujourd'hui pratiqué par des millions d'êtres humains en Océan Indien et nous en sommes fiers. Nous souhaitons très vivement que le peuple malgache, dont j'ai bien l'accent dans l'oreille et qui s'adressait encore à moi ce matin dans notre langue commune, perçoive à quel point nous considérons, nous Français, comme important que cette langue puisse à travers le monde continuer de rayonner comme source de la culture. Ceci dit, sans esprit de concurrence qui serait vain à l'égard de langues issues de votre sol, pratiquées par votre population et qui représentent bien ce que vous êtes, femmes et hommes enrichis de plusieurs cultures et qui en font la synthèse chaque jour. \

Voilà, mesdames et messieurs, quelques données dont je voulais vous entretenir avant que commence ce repas.

- Je me charge d'en retarder l'heure. Il n'y a pas de conflits entre Madagascar et la France. Il y a quelques contentieux. Quand ces contentieux sont de caractère territorial et entraînent des débats autour de la souveraineté, la sagesse est d'en parler clairement. Il me semble même qu'à travers le temps déjà lointain on a un peu joué à cache-cache. Qui est souverain ? A Maurice, on me disait : qui est souverain à Tromelin ? Aux Comores, on me dit : mais qui est souverain à Mayotte ? On a ajouté : qui est souverain à Glorieuse ? Je vous signale qu'à Maurice quand on me demandait qui est souverain à Tromelin, on ne pensait pas à vous !... Et puis vous me dites : - vous ne l'avez pas dit, mais je le sais bien - qui est souverain sur les Iles Eparses ? Eh bien, parlons-en. Confions à quelques bons juristes, très représentatifs de nos façons de penser, le soin d'en discuter. Créons une commission de travail et d'études - non pas dans l'esprit où l'on a créé les commissions à travers nos Républiques, c'est-à-dire pour enterrer les problèmes - pour nous apporter les données juridiques et historiques indispensables.

- Sachez, monsieur le Président, mesdames et messieurs, que je n'exclus aucun aspect de ce problème y compris les problèmes de souveraineté. Simplement on a besoin d'en débattre d'une façon tout à fait sérieuse car quelles que soient les décisions qui seront prises, elles devraient

regardent tous à fait concernés car, quelles que soient les décisions qui seront prises, elles devraient entraîner, j'imagine, la mise au net d'une coopération économique et technique entre nous qui fasse que nous continuions d'être associés intimement dans le développement de diverses fractions de votre territoire ou du nôtre.

- Je n'aime pas dans ce domaine les arguties. Je dirai même que je m'en méfie. Allons du côté du bon sens et de l'honnêteté. Voilà pourquoi je n'oppose aucun argument de principe à une discussion qui entraîne, vous l'imaginez bien, sur le plan national, un débat dont je ne mésestime pas l'importance.

- Nous aurons l'occasion d'en reparler. Des questions comme cela me seront posées durant la conférence de presse, je n'en doute pas. J'y répondrai. Il faut fixer un délai, si l'on ne veut pas se perdre dans les sables. J'aimerais qu'avant l'automne de cette année, nous sachions de quoi nous parlons. En tout cas, j'admets parfaitement la légitimité de revendication que l'histoire n'a pas permis de clarifier au point que nous n'ayons pas clos ce débat déjà depuis de longues années. Maintenant, chers amis, je dois vous dire que, terminant ce voyage, ou quasiment, nous gardons de ce que nous avons vu, entendu, observé, une impression profonde. Je souhaite très vivement que la République démocratique malgache connaisse essor, équilibre, prospérité.

- Que cette prospérité souhaitée à votre peuple, madame et monsieur le Président, vous soit également acquise, que votre santé, que votre capacité de conduire ce pays dans la confiance de vos compatriotes corresponde de plus en plus à l'intérêt de Madagascar. J'ai pu mesurer vos grandes capacités, votre dévouement absolu et votre sens de l'histoire. Alors joignant ceux que vous aimez, et vous tous, mesdames et messieurs, celles et ceux qui vous sont chers, et par delà ceux dont je parle, l'ensemble du peuple malgache auquel je m'adresse, je veux vous dire : oui, jouez et réunissez toutes vos chances, allez raisonnablement et fermement vers l'avenir meilleur qui vous est promis. Prospérité et santé pour vous tous, amis malgaches, et pour vous-même, madame et monsieur le Président.

- J'espère que ce dialogue qui nous aura permis de crier ensemble : vive Madagascar, vive la France, vive l'amitié franco-malgache continuera à travers le temps, et qu'un jour on pourra dire : il n'y a pas entre nos deux pays de conflits, il n'y a plus de contentieux. Et nous avancerons ensemble sur la voie droite, libre, où s'affirme le droit des nations et les droits de l'homme.